La rue nantaise de la seconde moitié du XVIII^e siècle, perçue à travers le prisme policier (1761-1790)

Vincent Danet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2325>

DOI : 10.4000/abpo.2325

ISBN : 978-2-7535-1852-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2012

Pagination : 85-116

ISBN : 978-2-7535-1850-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Vincent Danet, « La rue nantaise de la seconde moitié du XVIII^e siècle, perçue à travers le prisme policier (1761-1790) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 119-1 | 2012, mis en ligne le 30 mars 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2325> ; DOI : 10.4000/abpo.2325

La rue nantaise de la seconde moitié du XVIII^e siècle, perçue à travers le prisme policier (1761-1790)

Vincent DANET

Docteur en histoire moderne
CRHIA – Université de Nantes

Le jeudi 13 août 1761, un acte d'écrou aux prisons royales du Bouffay de la ville de Nantes révèle l'événement à la suite duquel « Monsieur gallon etcheven a fet anprisone le partitullie qui fut conduit hier par jullien droüet sergan pour avoir gallope dans laru de riche bour[...] apres estre averti de ne pa galome se moqua des reprimande[...] seur lechan monsieur galon maret pour le fer conduire aus prison dir anviron les set ur du soir¹ ». Le cas de cet imprudent et irrespectueux cavalier anonyme ouvre sur l'interpellation de quelque 6628 autres individus incarcérés entre la seconde moitié de l'année 1761 et le 31 décembre 1790². Cette multitude de trajectoires particulières mises au jour par la source policière autorise à dresser un portrait assez fin d'une réalité de la rue nantaise au cours des trois dernières décennies de l'Ancien Régime et des premiers émois révolutionnaires.

La petite délinquance réprimée au quotidien et l'espace public notamment constitué de la rue sont deux environnements explorés depuis déjà longtemps par l'historiographie française. Dès la fin des années 1970, Arlette Farge s'interroge sur la réalité de « la rue comme objet historique? », mettant en avant « une conviction : celle d'une absence, d'une brèche dans le discours sur la ville³ ». L'exploitation quasi brute des « plaintes souvent non poursuivies », des « minuscules rapports conservés au jour le jour dans les registres du guet ou de la garde de Paris » et des « notes hâtives qui subsistent dans les carnets des commissaires de police parisiens⁴ »

1. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 1. Registre d'écrou de la police municipale (30.07.1761-31.03.1777), 13 août 1761.

2. Une importante lacune existe pour la période allant du 3 décembre 1784 au 22 mai 1787.

3. FARGE, Arlette, *Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 2005, p. 9.

4. *Ibidem*, p. 11.

bénéficie, quelques années plus tard, d'un recul analytique plus poussé⁵. Concomitamment au questionnement initié par A. Farge, une réflexion s'amorce sur la notion de quartier à l'époque moderne⁶; cette étude connaît avancées et remises en cause jusque vers le milieu des années 1990⁷, période au cours de laquelle la rue tente une percée en tant que subdivision socialement pertinente du quartier⁸.

Forte des développements opérés au fil des deux ultimes décennies du siècle dernier, la problématique de l'acte délictueux en milieu urbain connaît ensuite un certain effacement. Si la présente contribution n'ambitionne pas un renouvellement de ce pan historiographique, elle souhaite toutefois proposer une approche par le biais exclusif et jusqu'ici peu usité du témoignage policier. Au-delà d'une mise en valeur de plusieurs dizaines de causes différentes d'interpellation, l'exploitation d'une telle source archivistique tire son intérêt d'une rédaction pratiquée au jour le jour, au plus près de la réalité vécue, qui, sur un temps long et au cœur d'un cadre physique bien délimité, paraît autoriser le dépassement d'une analyse purement factuelle et quelque peu déconnectée des tendances de fond à l'œuvre dans les derniers temps de la monarchie absolue.

Les contestations de l'autorité

Quelle que soit la nature de sa contravention réelle ou soupçonnée aux règlements édictés, tout individu écroué aux prisons royales du Bouffay de Nantes l'est à la suite de son interpellation par un ou plusieurs dépositaire(s) d'une parcelle de l'autorité publique. Au nombre des motifs d'arrestation figurent notamment des actes qui viennent précisément contester, de manière plus ou moins ostensible, le rôle canalisateur de quelques-uns des principaux piliers de la société urbaine d'Ancien Régime.

5. FARGE, Arlette, *La Vie fragile : violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 2007.

6. GARDEN, Maurice, « La vie de quartier », *Bulletin du centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, 1977, n° 3, p. 17-28 bis. DELASSISE, Martine et DESSERTINE, Dominique, « Approche historique de la notion de quartier à Lyon », *Bulletin du centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, 1979, n° 1, p. 53-75. DESCIMON, Robert et NAGLE, Jean, « Espace et fonction sociale. Les quartiers de Paris du Moyen Âge au XVIII^e siècle : évolution d'un espace plurifonctionnel », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 34^e année, 1979, n° 5, p. 956-983. GARDEN, Maurice, « Le quartier, nouvel objet d'histoire? », *Économie et Humanisme*, n° 261, septembre-octobre 1981, p. 51-59.

7. « Le quartier urbain en Europe », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, t. 105, 1993, n° 2, p. 299-538. CABANTOUS, Alain, « Le quartier, espace vécu à l'époque moderne : ambiguïté et perspectives d'une histoire », *Histoire économie & société*, 13^e année, 1994, n° 3, p. 427-39. SAUNIER, Pierre-Yves, « La ville en quartiers : découpages de la ville en histoire urbaine », *Genèses*, t. 15, 1994, n° 1, p. 103-114.

8. LEMÉNOREL, Alain (dir.), *La Rue, lieu de sociabilité? Rencontres de la rue*, actes du colloque de Rouen, 16-19 novembre 1994, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, 1997.

Délinquants, infracteurs et garants de l'ordre public

Le jour où Julien Drouet, sergent de milice bourgeoise et tonnelier de la rue de Richebourg, paroisse Saint-Clément⁹, saisit au corps un cavalier peu amène, l'espace urbain nantais accueille alors peut-être une cinquantaine de milliers d'habitants disséminés sur le territoire des 12 circonscriptions ecclésiastiques le quadrillant¹⁰. Afin de juguler les diverses formes de débordement d'une telle masse de population, le recours aux effectifs de la milice bourgeoise, s'il existe, ne constitue pas, et de loin, la principale force de contrôle social. Sur un total de 3633 opérations d'arrestation concernant de 1 à 52 individus, révélées par la source présentement étudiée, 2961 autorisent l'identification de l'état du ou des personnage(s) conduisant chacune d'elles (81,5 %)¹¹. La milice urbaine d'Ancien Régime et ses succédanés postrévolutionnaires¹² sont à l'origine de moins d'une mise sous écrou sur dix (9,3 %, soit 276 cas). En comparaison, 16 commissaires de police mènent 81,7 % des opérations engagées (2418)¹³. Depuis 1752, ce corps, fondé en 1720, se compose d'un premier commissaire inspecteur, de quatre commissaires de quartier et de deux commissaires surnuméraires¹⁴.

Force essentielle du maintien de l'ordre, le commissaire de police se trouve régulièrement secondé dans son activité. Ainsi, tout juste un tiers des 2961 arrestations mentionnées ci-dessus, soit 988 (33,4 %), se concluent avec l'aide de renforts. Le milicien bourgeois et ses équivalents ultérieurs les composent parfois (17,7 %), mais l'archer de ville se positionne sans conteste comme le premier d'entre eux (74,4)¹⁵. Ce personnage, à qui il arrive épisodiquement d'apparaître en première ligne (6 %)¹⁶, appartient

9. Arch. mun. de Nantes, CC 460, p. 273. Registre de la capitation, 1762.

10. À la fin de 1789, un dénombrement des habitants de la ville de Nantes désormais divisée en 15 districts atteint le chiffre 77671 habitants. Seuls 59940 individus sont toutefois *stricto sensu* recensés au sein des 12 paroisses de l'ancienne cité des ducs de Bretagne (Arch. mun. de Nantes, F 1 carton 2d2, recensement, 1789).

11. Plus de deux tiers des arrestations ne concernent qu'un seul individu (67,6 %), quand neuf sur dix se limitent à l'interpellation d'un maximum de trois fauteurs de troubles (90,3) et que 0,9 % d'entre elles se conclut par une saisie au corps de plus de dix individus (33 cas). Sur les 3633 opérations recensées, seules 12 n'autorisent pas la précision du nombre de personnes interpellées (0,3 %).

12. Il s'agit de la garde de district (33 cas), du corps des volontaires (23) et de la garde nationale (13).

13. Seul (796 cas) ou accompagné (55) d'un ou plusieurs de ses collègues, le commissaire François Fleurdepied réalise 28,7 % des 2961 interpellations.

14. DANET, Vincent, « Les commissaires de police de la ville de Nantes au XVIII^e siècle : 1720-1792 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 116, 2009, n° 4, p. 39-72.

15. Cavaliers de maréchaussée (5,9 %), soldats de la troupe et invalides (5,7) ou simples sujets (0,5) composent les autres possibilités de renforts pouvant s'additionner.

16. Outre l'archer, le commissaire et le milicien, l'individu responsable d'une arrestation peut encore être un soldat (43 cas), un cavalier de maréchaussée (7), un huissier de police (6), l'écroué lui-même, au travers d'une incarcération spontanée (5), un archer de l'hôtel-Dieu (2), le lieutenant général de police (1) ou un simple particulier (26).

à un corps composé de huit éléments en 1761¹⁷. En grande partie stimulée par l'action conjuguée de ces derniers et du commissaire de police, la petite communauté des garants de la paix publique nantaise est tout autant confrontée à de multiples formes de contraventions aux règlements et ordonnances promulgués qu'à un nombre global de transgressions, en apparence du moins, assez peu élevé¹⁸.

Tout acte d'écrou aux prisons royales du Bouffay ne détaille pas nécessairement le motif de sa rédaction. Seuls un peu plus des trois quarts des scripteurs relatent le pourquoi des incarcérations auxquelles ils procèdent (77,15 %). Les 2803 cas en question permettent néanmoins de détecter 73 causes différentes d'interpellation, allant de la simple infraction au crime de sang. En 1762, première année complète de notre corpus, le registre devant servir « à porter les charges et écrous des personnes qui seront constituées prisonnières d'autorité dudit siège royal de la police¹⁹ » ne recèle que 23 actes. Une première phase de croissance s'achève en 1767 sur un nombre de 110 opérations de police. Il s'ensuit alors une longue période de relative stabilité entre 1767 et 1780. La dernière décennie de l'Ancien Régime se caractérise en revanche par un double mouvement très net de hausse des mises sous écrou, l'année 1788 faisant office d'intrigant point de bascule du phénomène observé (figure 1)²⁰.

S'il est vrai que, selon la nature ou la gravité de son délit, toute personne incarcérée au Bouffay de la place et paroisse Sainte-Croix ne paraît pas sur les feuillets du registre de la police²¹, il n'en demeure pas moins que, jusqu'au début des années 1780, l'interpellation exécutée de manière parcimonieuse ne concourt pas à livrer une image particulièrement agitée du quotidien de la société urbaine dans les derniers temps de la monarchie

17. Arch. mun. de Nantes, BB 98, f° 5. Registre de délibérations municipales, 24 septembre 1763.

18. Pour un tableau, parisien, de l'organisation policière française à la fin de l'Ancien Régime, se reporter au récent ouvrage de Vincent MILLOT, *Un policier des Lumières. Suivi de Mémoires de J.C.P. Lenoir, ancien lieutenant général de police de Paris, écrits en pays étrangers dans les années 1790 et suivantes*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

19. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 1. Registre d'écrou de la police municipale, 30 juillet 1761.

20. Parce qu'amputée de près de cinq mois lacunaires, l'année 1787 ne compte que 151 actes, dont 144 entre le 1^{er} juin et le 31 décembre. Les sept derniers mois de 1784 révélant pour leur part quelque 146 actes, la réalité de l'année 1787 apparaît ainsi peu ou prou semblable à celle de sa devancière. Sur de telles bases, nous pouvons supputer une trajectoire équivalente pour 1785 et 1786.

21. Parallèlement au registre de la police se tiennent ceux de l'écrou civil, recensant individus endettés et fraudeurs divers, particulièrement au tabac, et de l'écrou criminel, dit « livre rouge ». Ce dernier, lacunaire sur la période allant d'octobre 1767 à décembre 1769, référence, entre 1752 et 1789, 4298 particuliers arrêtés notamment pour désertion, vol, mendicité, vagabondage et violences diverses (FARIAT, Catherine, *Les prisonniers nantais d'après l'écrou criminel du Bouffay*, univ. de Nantes, mémoire de maîtrise histoire, 1975-1976, 2 t., 212 f.-annexes). Le premier, sans lacunes entre 1754 et 1790, mentionne 1204 incarcérés (MARTIN, Jean, *Les prisonniers nantais au XVIII^e siècle d'après l'écrou civil du Bouffay*, univ. de Nantes, mémoire de maîtrise histoire, 1971, 2 t., 127-88 f.).

Figure 1 – Nombre annuel d'arrestations (1761-1790)

absolue. En parvenant à éviter le transfert de son cas sur le « livre rouge » (553 cas, soit 8,3 %) ²², le détenu d'autorité du siège royal de police peut raisonnablement espérer ne passer que quelques heures entre les murs insalubres de la prison nantaise, tout au plus quelques jours. Ainsi, près de deux tiers des 5314 individus concernés par cette variable ressortent libres des geôles du Bouffay après un maximum de 72 heures perdues à s'y morfondre (62,65 %). Ce sont près de neuf prisonniers sur dix qui les quittent au terme d'une première semaine d'incarcération (87,9 %) ²³. Si, pour un même délit la durée d'emprisonnement peut varier, celle-ci fluctue davantage selon la nature des infractions commises.

Le défi aux autorités légales

La remise en question frontale de l'autorité légale n'intervient qu'en septième position dans une liste de 11 groupes de causes principales d'interpellation. Elle est l'objet de 189 opérations de police sur 2803 (6,7 %) et concerne aussi bien la correction paternelle ou familiale (73), l'évasion (30), le soulèvement (8) et la fuite (7) que les refus de suivre un ordre intimé (28), de quitter son logement ou la ville (26), de se nommer (8), de montrer ses papiers (5) ou d'emprisonnement d'un tiers (4) ²⁴. Globalement, ce premier

22. Ce sont 63 individus qui connaissent un type de transfert autre que celui au criminel, soit, au choix, vers un établissement hospitalier (44) ou pénitentiaire (9), une autre ville (6), le livre d'écrou civil (3) ou le siège de l'amirauté (1).

23. Probable conséquence d'une augmentation du nombre d'interpellations au cours de la décennie 1780, la part des détentions de 72 heures maximum atteint 74,4 % entre 1781 et 1790, contre 54,9 et 48,4 % entre, respectivement, 1761-1770 et 1771-1780.

24. Pour cette première évocation, ainsi que pour les suivantes et sauf expresse précision, les données avancées ont pour base le délit déclencheur du placement sous écrou,

pan de la délinquance reste stable d'une décennie aux deux autres, passant de 6,3 à 5,2, puis 7,6 % des causes connues de mise sous écrou. On observe en revanche, entre première et troisième décennie, un doublement de l'acte de résistance de l'interpellé quel que soit le motif d'arrestation invoqué. Cette contestation évolue de 7,7 vers 15,8 %, en passant par 11,1 %²⁵. Parmi les neuf composantes évoquées plus haut, certaines méritent une attention particulière.

À partir des derniers mois de 1789, l'agitation révolutionnaire transparaît quelque peu dans les comptes-rendus d'incarcération. Si, en juin 1790, François Ducet reste emprisonné quelques heures « pour avoir voulu faire faire une révolte enver la perception des deniers des octrois²⁶ », les principales tentatives de soulèvement ont trait à la nouveauté que représente la garde nationale et dont, visiblement, certains citoyens n'apprécient que modérément la présence en ville. Ainsi, le 3 mai 1790, un mesureur de foin du nom de Clément Minier est saisi au corps pour le motif suivant :

« [...] Avoir tenu dans la gargote du s[ieu]r civel, douves s[ain]t nicolas, des propos incendiaires et excité les personnes qui étoient dans la gargotte a se soulever pour couper le col aux habits bleus (désignant par cette expression les citoyens de la garde nationale et volontaire) annonçant que trois mille peysans se reuniroient pour cela et accusant de lacheté un homme avec lequel il buvoit parcequ'il paroissoit résister a entrer dans ce projet²⁷. »

Quelques semaines plus tard, la parole devient geste lorsque deux marins et un fils de maître boucher font acte de « rébellion » contre la garde, « l'un étoit armé d'un tison, l'autre d'un bâton dont il a donné un coup sur la teste du s[ieu]r Pussin qui commendoit la garde et un autre avoit une canne à épée et il a voulu percer ledit s[ieu]r Pussin avec²⁸ ». Incontestables illustrations d'une atmosphère insurrectionnelle diffuse, les rares cas enregistrés de ce type dénotent toutefois le calme apparent de la société urbaine postrévolutionnaire. Il est probable que toute ambition contestataire de l'ordre nouveau ou des reliquats de celui ancien ne débouche pas alors sur un séjour carcéral, de « dégrisement » pourrait-on avancer. Une telle éventualité ne ferait cependant que plaider en faveur d'une impression générale renforcée par le constat d'un nombre limité de profondes résistances au pouvoir politique, municipal ou royal. Le fait apparaît d'autant

soit, en pratique, le principal. Ainsi, si 2 803 actes mentionnent le motif de leur rédaction, ils permettent de référencer un total de 4 003 infractions.

25. Il convient de rester prudent face à de telles statistiques, car il est possible que le développement observé tienne à une précision accrue de la part des rédacteurs d'actes d'écrou.

26. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 68. Registre d'écrou de la police municipale (23.05.1787-31.12.1790), 25 juin 1790.

27. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 63. Registre d'écrou de la police municipale, 4 mai 1790.

28. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 79. Registre d'écrou de la police municipale, 13 septembre 1790.

plus prégnant que l'autorité légale la moins respectée est sans doute celle familiale (73 cas).

Classiquement, l'univers des relations familiales dans le commun peuple est de pénétration assez malaisée. L'examen des registres de l'érou polier ne permet guère de déroger à une telle règle, mais il détient le mérite de révéler la pratique de l'incarcération sur requête d'une personne détenant autorité. Le 9 février 1789, Marie Moreau, épouse du nommé Lainé, est « constituée prisonnière par autorité de son mary pour cause conséquente²⁹ ». Si l'acte d'érou montre à voir une femme passant plus d'un an dans une des geôles du Bouffay afin d'expier sa faute, il ne nous renseigne en revanche aucunement sur le détail de celle-ci, lacune que peu de cas de cette sorte parviennent à combler. Sans doute cela est-il dû à un voile de pudeur qu'alors on n'ose que rarement lever. Cette discrétion, Joseph Tournier n'y a pas droit. Le 12 mars 1783, il est « arrêté et constitué prisonnier, a requête de ses parents, pour cause de libertinage³⁰ ». S'analysant essentiellement comme une démarche de parents débordés par les inexcusables excès de leur progéniture, le recours à la détention demeure une mesure d'exception qui ne subit que peu de variations d'une décennie à l'autre³¹. Les écarts de conduite que l'autorité conférée par les liens du sang peine parfois à contenir, un autre milieu, lui aussi sécrèteur de valeurs d'inspiration familiale, s'y trouve régulièrement confronté.

La construction d'une autorité parallèle

Objet de multiples contestations, l'autorité corporative en général et particulièrement celle du simple maître artisan, voire du manufacturier, entraînent toutes deux le développement de résistances de la part de ceux qui les subissent et l'organisation de sociétés souterraines. Les forces

29. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 29. Registre d'érou de la police municipale, 9 février 1789. Les registres paroissiaux permettent de découvrir l'union de Joseph L'ainé et de Marie-Anne Moreau, tous deux marchands, puis le baptême de leur troisième enfant, auquel le père, désormais cocher, assiste (Arch. dép. de Loire-Atlantique [http://www.loire-atlantique.fr/jcms/cg_31196/registres-paroissiaux-et-d-etat-civil] Nantes, Saint-Clément et Saint-Denis, 1773 et 1776, vues 41 et 13, 3 septembre et 5 juin).

30. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 59. Registre d'érou de la police municipale, 12 mars 1783.

31. Le pourcentage de requêtes passe de 3,25 entre 1761 et 1770 (16 sur 492) à 3,2 au cours de la décennie suivante (24/750) et finalement 2,1 sur la période 1781-1790 (33/1561). Ces initiatives parentales sont sans doute au moins en partie à lier à une évolution sociétale que théorise ainsi Robert Muchembled : « L'attention et l'affection familiale qui se développent pour ces âges de la vie à partir du siècle des Lumières traduisent non seulement une révolution des sentiments mais aussi un renforcement de l'emprise des adultes sur des générations potentiellement perturbatrices de la paix communautaire. Chargé d'assurer la socialisation initiale et d'écarter les petits du chemin du vice, puis de les confier à des institutions capables de limiter les contacts des adolescents avec la rue inquiétante, le foyer parental acquiert ainsi beaucoup plus d'importance qu'auparavant » (*Une histoire de la violence : de la fin du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2008, p. 332).

de la police municipale tentent à leur niveau de contrecarrer un certain nombre de pratiques plus ou moins ouvertement séditeuses liées à ces dernières. Cette lutte engagée au quotidien se matérialise dans 205 opérations de maintien de l'ordre menées entre 1761 et 1790, soit 7,3 % des 2803 recensées sur la période (5^e cause principale d'intervention sur 11). Commissaires et archers de ville sont ainsi confrontés aux cabales (57 cas), au travail illégal en chambre (38)³², aux attroupements prohibés (36), aux diverses formes de perturbations de l'activité artisanale (28), au simple refus de travailler (19), ainsi qu'aux contraventions aux ordonnances de police (8) ou statuts corporatifs (7), aux pratiques compagnonniques (8) et sorties illégales d'ateliers (4). Leur tâche est rendue d'autant plus ardue qu'ils interviennent assez souvent dans un contexte où l'adversaire leur est supérieur en nombre. Les 205 actes d'écrou concernés révèlent l'interpellation de 852 individus, soit 16,1 % des 5298 incarcérés pour motif connu. La seule détention pour attroupement en réunit 391 (45,9 %).

Le 10 novembre 1776, le concierge du Bouffay se voit chargé « de onze particuliers compagnons de différents états trouvés attroupés chés le nommé aubry cabaretier avec environ quinze autres compagnons couvresseurs qui se sont évadés sur les toits des maisons³³ ». La descente du commissaire L.-C. Bar, réalisée avec le soutien d'archers de ville et de cavaliers de maréchaussée, intervient au cœur d'une période particulièrement propice au type de réunions ici mis en échec. L'année 1776 est en effet marquée, au mois de février, par une suppression du système des jurandes. Coïncidence ou non, 1776 et 1777 concentrent à elles seules 20,3 % des 69 actes d'écrou invoquant l'attroupement en tant que motif principal ou secondaire d'interpellation (14 cas). Le maximum d'infractions liées à l'activité laborieuse qu'offre la décennie 1771-1780, avec 8,1 % contre 7,1 et 7 % pour, respectivement, la période précédente et celle suivante, trouve sans doute son origine dans le contexte particulier de la seconde moitié des années 1770. Si, véritable forme de trouble à l'ordre public, l'attroupement ouvrier s'exprime de manière plus ou moins violente et visible, il représente une contestation dont les maîtres des corporations s'accommodent assez bien car ne les touchant généralement pas directement. Il en va autrement de la cabale.

Avec le travail clandestin en chambre, la cabale constitue la principale hantise du maître artisan. Davantage encore que l'attroupement, elle est multiforme, mais son objectif, lui, n'ambitionne qu'une chose, le contrôle du marché du travail par ceux qui en sont le principal rouage. Défini par l'*Encyclopédie* comme « concert ou conspiration de plusieurs personnes, qui par des menées secrètes & illicites, travaillent sourdement à quelque

32. Cette question est longuement abordée dans ma thèse de doctorat : *Le second peuple de Nantes au XVIII^e siècle. Environnements du quotidien et interactions sociales*, Université de Nantes, 3 t., 2011, f° 726-906.

33. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 117. Registre d'écrou de la police municipale, 10 novembre 1776.

chose d'injuste³⁴ », le terme cabale, ou ce qu'il signifie, se trouve plus d'une fois sur deux au sein d'actes rédigés entre 1780 et 1784, soit dans 59,4 % des cas où il traduit le motif principal ou secondaire d'une interpellation (41/69). Une telle concentration participe nettement à la visibilité grandissante de la cabale au cours de la décennie 1781-1790. Respectivement utilisé dans 1,8 et 1,7 % des actes motivés entre 1761-1770 et 1771-1780, ce vocable l'est dans 3 % de ceux rédigés lors de l'ultime décennie de l'Ancien Régime.

Le cabaleur s'identifie souvent parmi les cordonniers ou les tourneurs (huit cas chacun), mais les registres révèlent que tout état peut en recéler (25), même le plus improbable. Le 6 décembre 1768, un « breton d'écurie » du nom de Nicolas Ravalet est arrêté à l'aide d'archers « pour vouloir empêcher que d'autres personnes que des bretons, ne soient vallets d'écurie en cette ville, et pour menaces faites au garçon de chez le s[ieu]r bourlonton lequel est engevin³⁵ ». Quoique fondée sur l'idéologie bien particulière et, semble-t-il, isolée du monopole régional, cette expérience relève de l'une des quatre principales expressions de la cabale, soit l'interdiction pure et simple opposée à certains travailleurs de besogner en ville. Une seconde est approuvée dans sa finalité, mais vise le maître de métier plus que ses ouvriers potentiels. La mise sous écrou, le 24 octobre 1780, de deux garçons serruriers réunit l'une et l'autre. Ces jeunes hommes, nommés Roargue et Bayonnais, sont accusés « d'être chefs des compagnons du devoirs, de les faire partir à leur arrivée, de les placer à leur fantaisie dans les boutiques, qui leurs sont affidées, en défendant celles qui sont à leur caprice³⁶ ». Sont encore considérés comme cabaleurs ceux qui prennent l'initiative de vider un atelier de ses ouvriers ou qui refusent de se plier à la règle du placement chez un maître par l'entremise du bureau institué à cet effet. Dans la mesure du possible, les autorités de police paraissent viser en priorité les instigateurs de ces mouvements séditieux, à l'exemple de ce « compagnon charon et chef de cabal arrete sur les plaintes porte a monsieur le procureur du roy³⁷ ». Incarcéré le 24 avril 1783, le nommé Provansal ressort libre dès le 17. Ces trois jours passés en détention correspondent peu ou prou à la moyenne constatée pour de tels faits présumés (3,65)³⁸. Parce que formes évidentes de contestation de l'ordre établi, les pratiques compagnonniques, parmi lesquelles la cabale s'apparente à une sorte de bras armé, font l'objet de vaines tentatives d'anéantissement. L'ostentation dont

34. LE ROND, dit D'ALEMBERT, Jean et DIDEROT, Denis (dir.), *Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* [...], Paris, 1751-1772, t. 2, p. 475.

35. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 48. Registre d'écrou de la police municipale, 6 décembre 1768.

36. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 29. Registre d'écrou de la police municipale (02.04.1777-02.12.1784), 24 octobre 1780.

37. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 61. Registre d'écrou de la police municipale, 24 avril 1783.

38. La moyenne annoncée est calculée sur une base de 161 individus prioritairement arrêtés pour cabale et dont la durée d'incarcération, allant de 1 à 12 jours, est connue pour 111 d'entre eux.

le compagnonnage sait faire preuve n'échappe pas à la répression, mais cette dernière semble alors davantage tenir d'une politique de contrôle ou de polissage social global que d'une volonté de mise au pas spécifique du monde ouvrier.

Des attitudes déviantes

Au cœur de l'espace urbain du siècle des Lumières, le contrôle social passe par une attention particulière portée sur toute une série de comportements incompatibles avec l'avènement d'une société policée, celle née de *l'invention de l'homme moderne*, chère à Robert Muchembled³⁹. Le registre policier nantais montre ainsi à voir une volonté de canalisation, si ce n'est d'éradication, de certaines mœurs d'ordre sexuel, de simple répression d'attitudes festives de conduites jugées inappropriées, de même qu'une préoccupation dirigée vers divers types de mise en danger de soi ou d'autrui.

Le bannissement des comportements festifs

Avec 49 opérations d'interpellation sur 2803 à motif principal connu (1,75 %), la chasse aux débordements d'ordre festif n'apparaît pas féroce. Ce faible nombre de mises sous écrou pour, pêle-mêle, bacchanal (1), déguisement (4), consommation prohibée de boisson (7), ivresse (12), travestissement ou transvestisme (18), conduite de métier (5) et charivari (2) peut se comprendre de deux manières, soit qu'il traduit le peu d'empressement des forces de police à user de leur pouvoir de coercition dans de tels cas, soit qu'il reflète un réel manque d'occasions de sévir contre ces derniers⁴⁰. Confrontés à cette alternative, nous aurions tendance à privilégier sa première partie, notamment en raison du peu de gravité apparente des faits évoqués, paraissant mériter, davantage qu'une moyenne observée de 2,36 jours de détention (96 cas sur 116), une ferme mais simple réprimande. Il demeure que les incarcérations existent et que le détail de leurs circonstances renvoie parfois aux limites de ce qu'il est ou non de bon ton de tolérer.

Pour s'être « trouvé à onze heures du soir sans chandelle et nous demandant, dans l'ivresse, vingt quatre sols⁴¹ », le domestique Yves Larvor est conduit aux prisons du Bouffay par Augustin Albert, premier commissaire inspecteur de Nantes, le 1^{er} mars 1770. L'homme est « renvoyé » deux jours plus tard, « payant son gîte et geolage ». Sans doute l'officier municipal

39. MUCHEMBLEMED, Robert, *L'invention de l'homme moderne : sensibilités, mœurs et comportements collectifs sous l'Ancien Régime*, Paris, Hachette, 1994.

40. Évoluant de 2,2 % des descentes policières entre 1761 et 1771 à 1,5 % au cours de la décennie suivante, cette onzième cause majeure d'intervention sur 11 se stabilise à 1,7 % sur la période 1781-1790.

41. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 61. Registre d'écrou de la police municipale, 1^{er} mars 1770.

ne goûta guère de se voir manquer de respect par un individu qui plus est découvert à une heure et dans des conditions envisagées comme suspectes. Le 26 décembre 1783, le commissaire Fleurdepied se saisit quant à lui « du nommé redant trouver a son ordinaire yvre dans les rues apres une heures⁴² ». Ce récidiviste qui retrouve la liberté dès le lendemain doit probablement son incarcération au caractère par trop habituel de son comportement. Tous les actes d'écrou pour ivresse ne laissent pas transparaître de facteur aggravant, l'« hotier » Henry Dubourg étant ainsi simplement « arrêté près des halles yvre⁴³ », mais la récurrence détectée de cette variable semble plaider en faveur d'une certaine indulgence à l'égard de la stricte ivresse. Par ailleurs, le fait que le travesti se croise plus souvent dans les geôles du Bouffay que le « gris⁴⁴ » participe d'une confirmation de l'hypothèse avancée, en même temps qu'il dénote une intolérance certaine des autorités vis-à-vis de la confusion des genres sexuels.

Davantage que de travestissement au sens strict du terme, il conviendrait peut-être plutôt de parler ici de contravention aux codes vestimentaires socialement établis et reconnus par l'époque, car la plupart des cas concernent des femmes habillées dans des tenues jugées indécentes⁴⁵. Entre les 26 et 29 juin 1784, Marie Barisel, « se disant femme de richard marchand de pomade », passe trois jours en prison après avoir été « trouvé travestie en homme avec une roquelaure blanche parrements rouge et chapeau rabatu sur les yeux⁴⁶ ». La relation de l'événement ne suggère aucun caractère festif, laissant ainsi entrevoir qu'une femme puisse être incarcérée pour le seul et unique motif qu'elle s'affiche en habits masculins⁴⁷. D'autres cas cependant dévoilent le lien étroit tissé entre travestissement et franche bamboche. Marguerite et Olive Vié, deux fileuses de coton demeurant au Marchix, paroisse Saint-Similien, sont surprises « la nuit de ce jour [28 avril 1772] dans un cabaret au port maillard habillées en homme et chantans des chansons indessentes⁴⁸ ». Même si les registres ne les met-

42. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 73. Registre d'écrou de la police municipale, 26 décembre 1783.

43. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 39. Registre d'écrou de la police municipale, 31 août 1789.

44. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 23. Registre d'écrou de la police municipale, 25 juin 1766.

45. Sur ce thème, voir STEINBERG, Sylvie, *La Confusion des sexes : le travestissement de la Renaissance à la Révolution*, Paris, Fayard, 2001. L'auteure y écrit que, « malgré toutes ces occurrences, aucun vocable français ne désigne spécifiquement le fait d'emprunter les vêtements de l'autre sexe » (p. VII).

46. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 85. Registre d'écrou de la police municipale, 26 juin 1784.

47. En théorie, le travestissement est un « crime de faux par fait », lourdement sanctionné sous l'Ancien Régime. Dans la pratique, « il peut être réprimé comme crime quand il procède d'une volonté délibérée de changer d'identité, ce qui n'est pas le cas des déguisements des mascarades et charivaris, simples délits de police » (STEINBERG, Sylvie, *La Confusion des sexes...*, op. cit., p. 19-20).

48. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 79. Registre d'écrou de la police municipale, 28 avril 1772.

tent que rarement en évidence, les hommes se font parfois les pendants de leurs homologues féminins⁴⁹. C'est ainsi que, à la date du 3 juin 1783, apparaissent sur le livre policier les nommés Vion, la Fauche, Lucas et Louise Robin, « trouvés a pres menuite sur le pont d'aiguillon travesti les deux hommes en femmes et les deux femmes en hommes⁵⁰ ». Au travers de la stigmatisation du travestissement ou transvestisme, celle d'une manière particulière de se conduire transparaît. Elle n'a pas uniquement trait à la volonté des autorités de bannir toute activité susceptible d'engendrer le désordre social, mais touche de même au rapport au corps et des corps, à ce qu'il est admis de faire d'eux.

L'importance du sexe tarifé

Le champ des mœurs sexuelles s'identifie au sein de 6,1 % des 2803 actes d'écrou motivés (172). Cette huitième cause principale d'interpellation sur 11, tendant à perdre peu à peu de son importance⁵¹, regroupe bien quelques situations de concubinage (2), d'indécence (10), d'adultère (1), de libertinage (8) ou de rapports contre nature (2), mais 86,6 % des opérations de police engagées en tel sens relèvent spécifiquement de la lutte contre la prostitution (149)⁵², que celle-ci s'en prenne aux femmes s'y adonnant (116 cas), aux hommes comme clients (26) ou aux individus l'organisant (7). La seule statistique de l'élément présumé prioritairement déclencheur d'une mise en détention masque quelque peu la place réellement occupée par la question sexuelle dans les registres compulsés. En effet, sur un total de 7 686 délits ou infractions identifié(e)s entre 1761 et 1790, 10 % dépendent du phénomène ici considéré, soit 767. Quelque 676 d'entre eux ou elles ont une nouvelle fois trait à la prostitution (88,1 %).

Au cours des trois dernières décennies de l'Ancien Régime, le livre de l'écrou policier nantais met en scène 262 « femmes du monde », « filles publiques » ou « de mauvaise vie » placées en détention pour, semble-t-il, le seul fait d'avoir voulu céder un instant la jouissance de leur corps contre

49. Pour Nicole Pellegrin, « la perception asymétrique du transvestisme n'est pas un fait réservé à l'Ancien Régime et sa longue durée s'explique par le maintien d'une stricte hiérarchisation des sexes et des vêtements et par les certitudes qui accompagnent la supériorité masculine : un état aussi enviable et les insignes vestimentaires qui en font l'exhibition ne peuvent qu'être désirés par celles qui en sont privées ! » (« Le genre et l'habit. Figures du transvestisme féminin sous l'Ancien Régime », § 17, *Clio*, numéro 10-1999, [En ligne], mis en ligne le 29 mai 2006. URL : <http://clio.revues.org/index252.html>. Consulté le 3 octobre 2011).

50. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 63. Registre d'écrou de la police municipale, 3 juin 1783.

51. Elle passe de 8,5 à 6,3 % entre 1761-1770 et 1771-1780, pour se fixer à 5,3 % sur la période 1781-1790.

52. Le pourcentage atteint 90,4 lorsqu'est considéré le nombre d'individus arrêtés (329 sur 364).

argent⁵³. L'analyse de ces cas par l'intermédiaire de diverses variables permet de conclure à ce qui apparaît comme une décriminalisation progressive de la stricte prostitution, doublée d'un certain désintérêt des autorités vis-à-vis de la prostituée en tant que telle. Tout d'abord, le pourcentage d'individus incarcérés pour prostitution évolue de 6,3 entre 1761 et 1770 vers 5,5 au cours de la décennie suivante et finalement 4,2 lors des années 1781-1790. Un second élément tient au nombre de jours passés à croupir dans les geôles du Bouffay. Sur la période 1761-1770, 30 des 56 femmes concernées demeurent en moyenne 31,7 jours derrière les barreaux, contre seulement 4,5 (83 sur 91) et 3,6 (110/115) entre, respectivement, 1771-1780 et 1781-1790. Le très net décalage observé entre la première décennie et les deux suivantes s'explique, en partie seulement, par quelques séjours démesurément prolongés. Marie-Joseph Poulain, « originaire de l'orient femme de mauvaise vie », est ainsi « arrêtée par la garde militaire le 11^e » jour du mois de juillet 1767⁵⁴ ; le 20 du même mois, mais de l'année suivante 1768, « insolvable », elle est « renvoyée⁵⁵ ». Une dernière variable significative concerne le devenir des prostituées détenues. Entre 1761 et 1770, 23 sur 56, soit 41,1 % d'entre elles, sont transférées sur le livre criminel (2) ou conduites à l'hôpital général de la ville (21). Au cours de la décennie suivante, de telles destinations ne concernent plus que 9,9 % des femmes du monde alors mises sous écrou (8 et 1). Ces mesures coercitives disparaissent purement et simplement par la suite⁵⁶. À rebours d'une tendance observée à considérer la prostitution avec davantage de mansuétude au fil du temps⁵⁷, il semble que l'environnement masculin de ce milieu fasse l'objet d'une attention plus marquée de la part des autorités.

Il est rare qu'un individu, en l'occurrence un homme, se trouve interpellé pour avoir succombé au plaisir tarifé de la chair (52 sur 5 298, soit 1 %). Le pourcentage d'opérations policières aboutissant à ce résultat apparaît tout aussi faible (0,9 %). Il augmente néanmoins légèrement d'une première décennie aux deux suivantes (0,6, 0,8 et 1,1 %). Plus significative est la proportion d'hommes dont l'acte d'écrou mentionne la propension à se livrer à des rapports sexuels avec des filles de mauvaise vie. Quasiment inexistante entre 1761 et 1770 (0,45 %), elle se fixe à 1,7 % lors des dix années suivantes et atteint 4,95 % au cours de la décennie 1781-1790. Le

53. Considération faite de l'ensemble des causes principales d'interpellation, c'est la présence de 491 prostituées que révèlent les registres.

54. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f^o 33. Registre d'écrou de la police municipale, 11 juillet 1767.

55. Exclusion faite de trois cas d'emprisonnement de 93, 120 et 375 jours de détention, la moyenne des 27 restants s'établit tout de même à 13,4 jours (2 à 30).

56. L'exemple de la capitale du royaume révèle au contraire une systématisation du renfermement à la Salpêtrière au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle (BENABOU, Érica-Marie, *La Prostitution et la police des mœurs au XVIII^e siècle*, Paris, Perrin, 1987, p. 63).

57. Si, dans le cadre parisien, É.-M. Benabou perçoit de même une évolution de la stratégie répressive des autorités vis-à-vis de la prostitution entre premier et second XVIII^e siècle, elle ne va cependant pas jusqu'à parler de tolérance, mais évoque une résignation à endiguer le fléau et un adoucissement des peines (*idem*, p. 26-30 et 59-60).

frémissement que met en évidence cette dernière période trouve un écho dans l'émergence d'une pénalisation du racolage lors des ultimes années de l'Ancien Régime.

Le 22 septembre 1781, un « particulier » est interpellé « pour proposé aux passants des femmes du mondes⁵⁸ ». L'incarcération de cet inconnu pendant cinq jours constitue une nouveauté réitérée à 14 reprises jusqu'au 24 octobre 1790. À cette date, Jean Toussaint, Jean François Perrier et Jacques Regeraud sont « tous les trois arrêtés et constitués prisonniers à l'aide d'un détachement de la garde national, comme vacaboun, ne faisant en cette ville que procurer des hommes aux femmes publics⁵⁹ ». Quelques années plus tôt, l'un de ces dits « vagabonds » faisait déjà l'objet d'une mise sous écrou en compagnie de trois autres hommes, « tous quatre macraux arrêtant le monde sur la Bourse et ailleurs pour mener chez les filles prostituées[,] arrêtés sur la Bourse faisant les exercices a eux attribüées⁶⁰ ». Il est intéressant de remarquer que, malgré le faible nombre d'arrestations réalisées (15), au moins quatre d'entre elles révèlent une récidive, dont trois à six ou sept ans d'intervalle. En plus d'un intérêt tout relatif porté à la question par les autorités, la rareté des opérations conduites pourrait ainsi non seulement tenir du caractère récent de l'activité évoquée, le terme « maquereau » apparaissant pour la première fois en 1784, mais aussi du peu de personnes se livrant à l'exercice d'un tel état. Ces dernières font indubitablement partie d'une population que commissaires de police et archers de ville perçoivent comme nuisible ou, à tout le moins, suspecte, car se rendant coupable de comportements inappropriés.

Le défaut de comportement

La neuvième cause principale d'interpellation sur 11 (5,7 %) met en avant 159 interventions policières motivées par le constat de fautes apparaissant comme bien vénielles, voire seulement suspectées ou encore anticipées. C'est ainsi que 298 individus sont arrêtés pour, au choix, port d'arme (92 et 48 actes d'écrou), présence dans un endroit suspect (76 et 14), conduite suspecte (75 et 56), mauvaise conduite (45 et 33) ou identification en tant que mauvais sujet du roi (10 et 8). La proportion d'actes mentionnant ces types de contrevenants affiche une tendance à la hausse sur le moyen terme que représentent les trois décennies envisagées, passant de 4,3 à 5,2 % entre première et seconde période, pour atteindre 6,3 % au cours de la troisième.

58. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 41. Registre d'écrou de la police municipale, 22 septembre 1781.

59. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 86. Registre d'écrou de la police municipale, 24 octobre 1790.

60. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 96. Registre d'écrou de la police municipale, 26 novembre 1784.

Sur un total de 5 298 détentions motivées, 407, si ce n'est davantage, concernent des femmes et des hommes arrêtés munis d'armes ou d'objets appréhendé(e)s comme tel(le)s par les forces de l'ordre (7,7 %). Dans l'esprit de ces dernières, la notion d'« arme » apparaît pour le moins étendue, puisque recélant quelque 48 pièces différentes. Parmi les seuls écroués pour port d'une de ces pièces, cette diversité se fait inévitablement moins prégnante, mais la gamme demeure vaste. Si, du 19 au 23 juillet 1769, un marin anonyme reste quatre jours en prison à la suite de son arrestation, « à onze heures du soir, armé d'un mauvais pistolet et de quatre couteaux⁶¹ », trois compagnons menuisiers connaissent un sort analogue une dizaine d'années plus tard, mais cette fois pour avoir été « trouvés a une heures indu armé de trecques et gros batons de houx⁶² ». En soi, arpenter les rues de nuit et muni d'une arme, aussi improbable soit-elle, suffit donc à envoyer son détenteur derrière les barreaux pour quelques heures ou quelques jours. Le fait n'a rien d'étonnant lorsque l'on observe qu'une telle mesure s'applique dès la moindre suspicion d'acte délictueux, présent, passé ou même à venir.

L'arrestation qu'il conviendrait de qualifier de préventive connaît un développement sensible au cours de la dernière décennie de l'Ancien Régime. Les actes d'écrou y faisant alors référence en tant que principale cause de détention représentent 4,1 % de l'ensemble de ceux rédigés sur la période (64). La proportion n'est que de 1,2 et 1,1 % entre, respectivement, 1761-1770 et 1771-1780⁶³. Les interpellations pour conduite suspecte le sont pour un nombre de raisons presque aussi élevé que celui des mises sous écrou elles-mêmes. Le 1^{er} août 1790, un *filassier* et peintre est saisi « par la garde en sortant d'unne auberge par decus les murs de la cour⁶⁴ ». Quelques mois plus tôt, Joseph Léopold Arraguin est arrêté pour le port d'« un passepartout dans sa poche et un ciseau attaché a sa culotte⁶⁵ ». Une vingtaine d'années auparavant, c'est pour « avoir faite remeite une lettre qui nous a paru suspect » qu'est incarcéré François Antoine Lattes⁶⁶. Dans un registre connexe, il n'est pas conseillé de ne serait-ce que passer du temps au sein d'un lieu mal noté par les autorités, à l'exemple de ces « cinq particuliers trouves chez une femme tres suspect ce nommant Davied,

61. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 53. Registre d'écrou de la police municipale, 19 juillet 1769.

62. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 39. Registre d'écrou de la police municipale, 14 août 1781.

63. L'opération préventive regroupe les conduites suspectes (1, 0,8 et 3,1 %), les présences dans des endroits suspects (0,2, 0,1 et 0,8 %) et les mauvais sujets (0, 0,1 et 0,45 %).

64. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 72. Registre d'écrou de la police municipale, 1^{er} août 1790.

65. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 53. Registre d'écrou de la police municipale, 6 janvier 1790.

66. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 72. Registre d'écrou de la police municipale, 15 juin 1771.

et ce a deux heures du matin⁶⁷ ». Certaines incarcérations peuvent enfin parfois s'interpréter comme de véritables expressions de l'arbitraire, telle celle « du nommé Laurent portefaix mauvais sujet de profession⁶⁸ ». Ces cas demeurent rares et l'écrou est plus souvent le résultat d'une attitude répréhensible, quoique mineure et ne prêtant guère à conséquence. Plus dramatiques, diverses atteintes à l'intégrité physique font aussi l'objet d'une surveillance particulière.

La mise en danger de soi ou d'autrui

L'étude des trois registres de l'écrou policier tenus sur la période 1761-1790 autorise le regroupement de quatre motifs de mise en détention qui, bien que sensiblement différents dans leur forme, partagent un fond comparable, celui d'une violence détournée. Ces causes sont la démence (44 cas), la négligence (23), la tentative de suicide (9) et la pollution (8). Ensemble, elles composent la dixième source principale d'interpellation sur 11 (3 %), stable d'une décennie aux deux autres (3,25, 2,7 et 3,1 %). Les mises sous écrou dont il est ici question renvoient à la réalité d'une société citadine de la seconde moitié du XVIII^e siècle au sein de laquelle le principe de rationalité, qu'il se rapporte aux comportements, à l'hygiène ou à l'urbanisme, tend à devenir une vertu cardinale.

La ville des dernières décennies de l'Ancien Régime demeure encore un espace où l'accident en tout genre guette le passant à chaque coin de rue ou presque. Le 19 juin 1766, un garçon peigneur du nom de René Ferné est arrêté « pour avoir jetté d'un troisième étage une poche remplie de raclures de cornes, peçant environ dix huit ou vingt livres, laquelle à tombée sur une domestique et la rendue grièvement malade⁶⁹ ». Si le danger vient parfois des hauteurs, soit 4 cas sur 29 motifs principaux ou secondaires de détention, il se croise bien plus souvent au ras du pavé, sur lequel la circulation équestre et hippomobile constitue un facteur important de dangerosité (13). Le 16 mai 1766, rue de Briord, « lenfent du s[ieu]r Guignard huissard » est blessé par un voiturier de tombereau, le nommé Pohardy⁷⁰. Ce type d'accidents pousse le siège de la police à l'action préventive. Ainsi, « pour avoir galloppé dans les reu », un garçon meunier passe une nuit en prison entre les 9 et 10 octobre 1769⁷¹.

67. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 81. Registre d'écrou de la police municipale, 22 mai 1784.

68. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 43. Registre d'écrou de la police municipale, 2 décembre 1781.

69. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 23. Registre d'écrou de la police municipale, 19 juin 1766.

70. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 21. Registre d'écrou de la police municipale, 16 mai 1766.

71. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 55. Registre d'écrou de la police municipale, 9 octobre 1766.

Une autre cause récurrente d'arrestation pour négligence est liée à une des grandes hantises de l'époque moderne : le feu et ses ravages en milieu urbain (7). Les registres révèlent surtout l'utilisation interdite d'artifices. Pris « a tirer des petard sur le placý de s[ain]t nicolas » le 12 juin 1784, cinq individus sont incarcérés quelques heures au Bouffay⁷². Un an plus tôt, deux hommes sont interpellés « pour jeter des fusée sur lisle faideau lune des quel ayant tombee sur lestomacque dune femme qui lui a brullée son mouchoire⁷³ ». Dans un souci égal de préservation de l'environnement urbain, les forces de l'ordre restent aussi attentives aux diverses formes de pollution, tel ce jour de juillet 1768, au cours duquel deux « particuliers » sont placés en détention « pour avoir jeter et faite coullée dans le ruisseau out egeau de la rue de la juivreis des matieres fecalles⁷⁴ ». L'écrou ne détient pas pour unique finalité de sanctionner un dommage réel ou potentiel infligé à autrui. Il sert de même à protéger le détenu contre lui-même.

Incarcérée au Bouffay entre les 13 juin et 12 août 1766, la nommée Terrin est « aretee sur la clameur publique et sella pour avoir voullu se pandre dans la chambre quelle occupent sy aux bignon lestard », paroisse Saint-Nicolas⁷⁵. L'évocation de l'acte suicidaire dans les registres de l'écrou policier constitue une denrée rare, car la démarche s'exécute sans doute souvent dans un cadre échappant à la surveillance des forces du maintien de l'ordre urbain. C'est ainsi que la plupart des tentatives contrecarrées le sont à un endroit bien particulier de l'espace public. Le geste désespéré de Louise Violette de Martigné illustre parfaitement cette réalité. Enceinte d'un enfant naturel, la jeune femme « vouloit se detruire et elle avoit mis des pierres dans sa poche pour ensuite se precipiter dans la rivierre⁷⁶ ». La tentative de suicide se mêle parfois à une attitude démente qui ne met pas uniquement en danger l'individu qu'elle concerne au premier chef.

Le risque encouru peut être d'ordre physique, ainsi qu'il l'est lorsque le nommé Audin se voit « constitué prisonnier pour avoir entré chez mad[am]e lasalle et s'estre donné un coup de couteau à la gorge, voulant se faire détruire menaçant les habitants de coup de couteau sils ne vouloient pas le tué⁷⁷ ». Cette crainte de l'acte funeste s'exprime de même à un niveau matériel, en lien une nouvelle fois avec la peur panique de l'incendie. Un portefaix est arrêté en août 1789 à la réquisition de voisins « qui le

72. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 84. Registre d'écrou de la police municipale, 12 juin 1784.

73. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 64. Registre d'écrou de la police municipale, 29 juin 1783.

74. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 44. Registre d'écrou de la police municipale, 11 juillet 1768.

75. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 22. Registre d'écrou de la police municipale, 13 juin 1766.

76. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 50. Registre d'écrou de la police municipale, 5 décembre 1789.

77. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 42. Registre d'écrou de la police municipale, 15 septembre 1789.

regardent comme carant d'esprit, et qui déclarent que ledit le geay dans sa demeure lance par ses fenestres à divers reprises le feu quil peut avoir dans sa cheminée ce qui mettoit tous les voisins en alarme aprehendant une incendie⁷⁸ ». Touchant, semble-t-il, un peu plus l'homme que la femme⁷⁹, la « carence d'esprit » jouit d'une plus grande visibilité que l'acte suicidaire, du fait probablement d'une très régulière exposition sur la place publique. Untel est ainsi interpellé « pour avoir commis des indescences dans plusieurs eglises », un autre pour courir les rues « pied nud, et en chenise sans aucun autre habillement », un autre encore « pour avoir insulté m[onsieur] de la Tullais, ce qui denotoit bien sa demance⁸⁰ ». S'il faut effectivement être fou, au sens propre comme au figuré, pour manquer de respect à un personnage d'un tel rang, point n'est cependant besoin de l'être pour faire de même, voire davantage, avec les membres de son voisinage.

Le rapport à l'autre et à son environnement

Avec la problématique des relations que les individus entretiennent quotidiennement entre eux, nous pénétrons le cœur historique du rôle de maintien de l'ordre dévolu aux forces de police urbaine. Celles-ci se trouvent en effet sans cesse confrontées aux trois grandes formes de perturbation du bien vivre ensemble que sont les atteintes à la paix communautaire, les outrages verbaux et les agressions physiques.

L'atteinte à la paix communautaire

La troisième cause principale d'interpellation sur 11 (10,35 %) découle d'une volonté de préservation du calme urbain. Au vu de la diversité des actes d'écrou qu'elle contribue à produire entre 1761 et 1790⁸¹, cette ambition se réalise sur la base de trois champs d'action distincts, dont l'un d'entre eux, le moins développé, se trouve être la répression du strict trouble à l'ordre public (26 cas sur 290, soit 9 %). En perte de vitesse au fil des décennies, évoluant de 1,6 vers 1,1, puis 0,6 % de la totalité des motifs

78. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 39. Registre d'écrou de la police municipale, 29 août 1789.

79. Sur un total de 58 cas principaux ou secondaires d'interpellation pour folie, 33 concernent des hommes (56,9 %). En ce qui concerne les seuls 44 cas principaux, 23 révèlent un acteur masculin (52,3 %).

80. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 61, 36 et 4. Registre d'écrou de la police municipale, 20 avril 1783, 19 mai 1781 et 15 novembre 1777. L'identité de l'individu insulté semble bien être celle d'Augustin Louis Salomon de La Tullaye, âgé de 26 ans au moment des faits. L'homme est le fils de défunt messire Henry Anne Salomon de La Tullaye, conseiller du roi en ses conseils et procureur-général en la chambre des comptes de Bretagne (Arch. dép. de Loire-Atlantique, [http://www.loire-atlantique.fr/jcms/cg_31196/registres-paroissiaux-et-etat-civil], Nantes, Notre-Dame, 1754, vue 5, 8 août).

81. De 10,4 % des actes d'écrou motivés entre 1761 et 1770, le délit d'atteinte à la paix communautaire passe à 14,8 % au cours de la décennie suivante, avant de chuter nettement lors des années 1781-1790 et d'atteindre 8,2 %.

déclencheurs d'une détention, ce genre d'infractions promet à ses auteurs, surtout des hommes (36 sur 43), entre deux et 11 jours de privation de liberté, pour une durée moyenne d'emprisonnement de 4,4 jours (42 cas). Le plus souvent, le trouble occasionné l'est au spectacle (10 des 26 cas). En octobre 1783, le *sieur* René Solivau est arrêté « pour avoir sifflé différentes fois & avoir contribué à empêcher de jouer la pièce des femmes vangées⁸² », opéra comique de F.-A. Philidor⁸³. La foire, les églises, un enterrement ou tout simplement la rue sont d'autres lieux où se manifeste le trouble à l'ordre public. Plus régulièrement identifié que ce dernier est le perturbateur du repos de tout un chacun (163 individus et 58 opérations policières).

La qualification de « perturbation du repos public » vient de ce que les situations auxquelles elle s'accolle se déroulent à « heure indue ». Lorsque le rédacteur d'un acte d'écrou y faisant référence pousse le degré de précision jusqu'à indiquer l'instant de l'infraction, soit dans seulement 25,9 % des cas (15), celle-ci se déroule toujours entre 22 heures 30 et 2 heures du matin, pour une intervention moyenne fixée aux alentours de minuit (24). Les hommes apparaissent très majoritairement les premiers concernés (134), les femmes identifiées étant, pour 28 d'entre elles, des prostituées. La vingt-neuvième se nomme Marie Martineau; cette native de Cholet est « trouvée à onze heures du soir avis la glacière sans passeport errante sans domicile laquelle troublait le repos public par des cris lugubres⁸⁴ ». Comme elle, d'autres individus sont pris à crier (3 cas sur 58). Certains autres dansent (2) ou jouent de la musique (2) au moment de leur interpellation, mais la plupart chantent (12), tels ces cordonniers « trouvés à minuit sur la rue interrompant le repos public et chantant à pleine voix des chansons abominables et tout à fait dés honnêtes, lesquels étoient attroupés⁸⁵ ». Leur acte d'écrou ne permet pas de déceler la durée d'une incarcération qui, en moyenne, atteint 5,24 jours (147 cas)⁸⁶. Proche de la perturbation du repos public, le tapage se détecte cependant de manière nettement plus régulière dans les registres.

Le tapage est la source principale de 206 opérations de police (7,35 %) qui aboutissent à la mise sous écrou de 472 individus (8,9). À l'égal ou peu s'en faut des deux premières formes d'atteinte à la paix communautaire, les hommes forment le gros de l'effectif (80,9 %) et, comme pour la seconde, les femmes concernées sont surtout des prostituées, même si en

82. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 70. Registre d'écrou de la police municipale, 26 octobre 1783.

83. CLÉMENT, Félix et LAROUSSE, Pierre, *Dictionnaire des opéras (dictionnaire lyrique)* [...], Paris, Administration du Grand dictionnaire universel, 1876-1881, p. 280.

84. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 82. Registre d'écrou de la police municipale, 30 août 1772.

85. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 81. Registre d'écrou de la police municipale, 2 août 1772.

86. Exceptions faites d'une détention de 55 jours et de douze autres de 24 jours chacune, la durée moyenne d'emprisonnement pour perturbation du repos public se porte à 3,2 jours.

moindre proportion (77,8). Atteignant un pic au cours des années 1771-1780 (10,8 %) ⁸⁷, l'action tapageuse est également nocturne (23 heures 30), ainsi que l'indiquent les rares mentions d'horaire un tant soit peu précises à ce sujet (10). Le tapage peut se dérouler dans la rue, mais, contrairement à la perturbation du repos public, il se caractérise plus spécifiquement par sa survenue dans un intérieur quelconque, soit maison d'habitation, auberge, cabaret, hôtel, café ou encore corps de garde, de même qu'à la porte de ces différents endroits. Dans la nuit du 13 au 14 août 1764, le sergent de milice Desjardins est « requis par m[onsieu]r s[ain]te james, maitre au compte pour constituer prisonniers des jens qui fesaient tapage dans sa maison, et qui menassaient les domestiques de coups de pistolet⁸⁸ ». Comme l'illustre cette situation, le débordement langagier accompagne parfois le tapage (9,2 %).

L'outrage verbal

La menace (33 cas), mais aussi la dispute (16), l'irrévérence (45) et l'insulte (176) constituent les quatre composantes de la quatrième cause principale d'interpellation sur 11 (9,6 %). L'évolution décennale révèle un effritement constant du phénomène, passant de 12 % des motifs premiers de détention lors des années 1761-1770 à 10,8 % au cours de la décennie suivante et finalement 8,3 % entre 1781 et 1790. De manière, il est vrai, moins prononcée, la baisse observée touche également les actes d'écrou qui mentionnent une ou plusieurs des quatre composantes évoquées ci-dessus, qu'elles apparaissent ou non en tant que déclencheur de l'incarcération (18,5, 17,2 et 15,2 %) ⁸⁹. Toutes ces dernières ne connaissent pas une évolution équivalente. Alors que l'insulte affiche une tendance à la baisse (7,7, 7,6 et 5,3 %), à l'égal de la menace (3, 1,1 et 0,6 %), la dispute connaît une très légère croissance (0, 0,5 et 0,8 %), de même que l'irrévérence (1,2, 1,6 et 1,7 %). Celle-ci occupe une place particulière au cœur du phénomène de l'outrage verbal.

L'irrévérence ou « manquement » est la résultante d'un rapport hiérarchique dont l'élément dominé brise les codes au travers d'une attitude jugée inacceptable par l'élément dominant de l'équation. Ce type de relations met en scène toute une galerie de personnages différents qu'une consultation des registres de l'écrou policier autorise à déceler. Parmi les 46 individus concernés par cette forme de débordement, les garçons ou compagnons de métier apparaissent en première ligne (11). Ils sont suivis de près par les domestiques (9), eux-mêmes devançant « nègres » et

87. Entre 1761 et 1770, le pourcentage de tapages est de 6,7 (33 cas). Il est de 5,9 pour la période 1781-1790 (92).

88. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 10. Registre d'écrou de la police municipale, 14 août 1764.

89. Dans le premier cas, la diminution entre première et troisième décennie est de 30 %. Dans la seconde configuration analysée, elle n'est que de 17,95 %.

mulâtres (6), cochers (5) et portefaix (3)⁹⁰. L'état professionnel des détenus pour irrévérence dévoile l'importance du rôle des maîtres en tant qu'initiateurs des placements en détention (21). Madame Genicourt est l'un d'eux ; entre le 14 décembre 1782 et le 5 avril 1783, une mulâtresse lui appartenant, la nommée Henriette, passe 114 jours dans les geôles du Bouffay « pour correction⁹¹ ». Le maître mis à part, l'offensé ou celui se considérant ainsi peut être un officier municipal (13), un individu sous les armes (6) ou un simple particulier (5), ce qui n'exclut en rien un rapport de subordination. En effet, le 16 février 1790, Mathurin Jamet et Michel Drouard sont « constitués prisonniers [...] pour avoir manqué au sieur macor marchand de vin & avoir voulu le maltraiter⁹² ». Si l'altercation avait eu lieu entre ces deux portefaix de profession, le manquement aurait alors pris l'aspect d'une simple dispute.

Probablement parce que ne prêtant guère à conséquence et relevant d'une forme quotidienne des rapports sociaux, la simple dispute s'identifie rarement en tant que cause principale d'une mise sous écrou (0,6 %). Elle apparaît en outre très peu comme élément plus ou moins déclencheur de l'arrestation (0,8 %). Dériver maintenant de la dispute vers la menace constitue une gradation sensible dans la violence du discours ou de l'expression corporelle. Il est, à partir de là, logique de découvrir davantage d'actes rédigés faisant mention de ce type particulier de violences (1,2 et 3,9 %). La plupart du temps, la menace se limite à celle de coups, mais il arrive que l'intention exprimée aille jusqu'à une volonté de tuer son interlocuteur ou un proche de celui-ci. Le 15 septembre 1766, un particulier est ainsi arrêté « dans la rüe de la haronniere p[aroi]sse s[ain]t nicolas, armé de deux pistolets chargés, lequel menaçoit de tuer la nommée Richeux en jurant execrablement, l'un desquels pistolets il tenoit bandé de la main droite et l'autre de son autre main etant en son repos⁹³ ». L'arme, qu'elle soit bâton, couteau, pistolet ou sabre, constitue une compagne régulière de la menace. Repérée au sein de 36,4 % des écrous spécifiquement liés à cette forme d'agression (12 sur 33), elle se décèle encore dans 29,1 % de l'ensemble des actes où une menace se constate (32/110). Tout un chacun peut y être confronté, membre de la famille, milicien ou militaire, maître de métier ou simple quidam, mais, de par leur rôle et ce qu'ils représentent, les commissaires de police apparaissent les plus exposés (19 sur 110). Le 11 décembre 1779, l'un d'eux place en détention une « femme du monde arrêté pour avoir menassée de foulé les pieds sur le vandre a lune de nos

90. Les 12 derniers incarcérés sont six inconnus, un cloutier, une comédienne, un commis, un juif, un marchand colporteur et un mendiant.

91. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 56. Registre d'écrou de la police municipale, 14 décembre 1782.

92. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 56. Registre d'écrou de la police municipale, 16 février 1790.

93. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 25. Registre d'écrou de la police municipale, 15 septembre 1766.

enfants sans le moindre sugette⁹⁴ ». Personnage le plus souvent menacé à la lecture du registre policier, le commissaire de police y est de même celui le plus exposé à l'insulte.

Pris à parti en décembre 1779, François Fleurdepied l'est à nouveau dix ans plus tard, lorsque le tailleur Joseph Triot vient jusqu'à sa demeure dans le seul but de l'insulter⁹⁵. Sur un total dégagé de 362 individus visés par l'insulte et dont l'état ou le statut est plus ou moins précisément connu, 90, soit un quart d'entre eux, sont des commissaires de police (24,9 %). Les officiers municipaux ou royaux, miliciens, militaires et archers de ville s'identifient pour leur part à 74 reprises (20,4 %), quand les maîtres de métier le sont 39 fois (10,8) et les personnes de qualité, 37 (10,2). Le 24 décembre 1782, sont interpellés « cinq particuliers compagnons charpanties faisant partie dun plus grand nombre qui ont ensultes des personnes qui passait sur les peteits mur pour ce rendre a la messe de menuite⁹⁶ ». Ainsi que l'illustre ce cas, il est rare que les scripteurs rendent un compte exhaustif des termes employés. C'est tout juste si émerge parfois un « coquin », un « fripon », un « jean foutre », un « manant » ou encore un « sot ». L'« insulte » mise à part, il faut le plus souvent savoir se contenter de « propos » ou « mauvais propos » et d'« injures » ou « propos injurieux ». Si la joute verbale peut représenter le stade ultime d'une confrontation tendue mais maîtrisée entre particuliers, le glissement vers l'affrontement physique demeure un risque que tous ne peuvent ou veulent éviter.

L'agression physique

Fort de son émergence au sein de 465 actes d'écrou, le thème de la confrontation musclée se positionne en tant que seconde cause principale d'interpellation (16,6 %). Il regroupe les cas de maltraitances (232), de bagarres (118), de coups (51), d'agressions (39), de dégradations de biens (15) et d'assassinats (10). Son évolution décennale se caractérise par un chiffre assez bas lors des années 1781-1790 (14 %) – au cœur desquelles se concentre la dizaine d'assassinats recensés – après avoir connu un seuil légèrement plus élevé lors des première et seconde décennies (18,3 et 20,9 %). Ce dernier constat paraît pouvoir s'expliquer en grande partie au travers de la situation propre au phénomène de la bagarre.

Le nombre total de bagarres plus ou moins sommairement décrites dans les registres de la police s'établit à 132. Pour plus du tiers elles mettent aux prises des hommes dont les états ne sont pas indiqués par les scripteurs (52). Tout juste un quart évoque en revanche des confrontations entre com-

94. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 19. Registre d'écrou de la police municipale, 11 décembre 1779.

95. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 48. Registre d'écrou de la police municipale, 10 novembre 1789.

96. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 57. Registre d'écrou de la police municipale, 24 décembre 1782.

pagnons ou garçons de même métier ou non (33). Les autres renvoient à des oppositions entre femmes (3), portefaix (5), travailleurs de même profession (10), personnes diverses (10) et individus d'états différents (19). En ne considérant que celles opposant des protagonistes pouvant être classés au sein de l'une des six catégories précédentes, les compagnons et garçons de métier apparaissent à l'origine de près d'une rixe sur deux (41,25 %). En lien avec cette prépondérance, il est intéressant de se pencher sur la répartition annuelle des bagarres engendrant écrous au cours de la décennie 1771-1780, la plus prolifique en la matière (60 sur 118)⁹⁷. Alors que 1774 et 1775 en comptent chacune deux et que 1779 et 1780 en révèlent respectivement quatre et deux, 1776 dévoile 9 bagarres, 1777, 12, et 1778, jusqu'à 16. Une telle croissance rappelle celle précédemment observée pour les attroupements de gens de métier. Une fois encore, l'année 1776, marquée par l'abolition des jurandes, semble agir comme un catalyseur et expliquer la recrudescence des conflits traversant le monde du travail artisanal, si ce n'est celle d'une volonté policière de les sanctionner plus durement⁹⁸. Le thème de l'agression connaît une évolution similaire à celui de la bagarre.

Le 10 mars 1776, trois compagnons taillandiers sont incarcérés au Bouffay, et ce jusqu'au 20 du même mois. À l'instant de leur interpellation, ils font alors partie « d'environ huit out dix qui estoit atroupe les quels [...] ont atakes trois autres de chez le sieur lafont, et ses dernies nayant peu sorti de puis environ trois semennes par les menasses que ses particuliers leurs faisoit⁹⁹ ». L'événement a lieu au cœur d'une décennie durant laquelle l'agression constitue le motif principal d'interpellation de 2,5 % des opérations de police menées sur la période (19). Ce pourcentage atteint 0,8 au cours des dix années précédentes (4) et 1 lors de celles suivantes (16). Entre 1776 et 1778, 11 actes d'écrou sont ainsi rédigés à la suite d'arrestations pour agression. Ils sont deux en 1779 et 1780 et un seul l'est en 1774 et 1775¹⁰⁰. Contrairement aux bagarres et agressions, les maltraitements suivent une trajectoire constamment à la baisse¹⁰¹, mais conservent cependant une base très nettement ouvrière.

Si la maltraitance s'affirme en tant que motivation première de mise en détention au sein de 8,3 % des actes d'écrou motivés, elle s'y croise dans 272 d'entre eux (9,7). Un tiers de ces derniers (92) autorise une identification précise des agresseurs d'un côté et des victimes de l'autre. Il en ressort que les cas de maltraitance entre voisins semblent les moins

97. Les deux décennies 1761-1770 et 1781-1790 affichent un pourcentage de bagarres atteignant, respectivement, 3,1 et 2,7. Il s'établit à 8 sur la période 1771-1780.

98. Entre 1776 et 1778, huit des 12 rixes à protagonistes identifiés sur un total de 37 mettent en scène des compagnons ou garçons de métier (66,7 %).

99. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 111. Registre d'écrou de la police municipale, 10 mars 1776.

100. Entre 1776 et 1778, cinq des sept agressions à protagonistes identifiés sur un total de 11 révèlent la présence de compagnons ou garçons de métier (71,4 %).

101. D'un plus haut de 11,8 % entre 1761 et 1770, la maltraitance se stabilise par la suite à 7,9 et 7,4 % au cours des deux décennies suivantes.

courants (7,6 %), notamment dépassés qu'ils sont par ceux opposant un particulier à un détenteur d'une parcelle d'autorité municipale ou policière (14,1)¹⁰² et les conflits intrafamiliaux (17,4). En première ligne apparaissent conjointement les compagnons, garçons, ouvriers ou domestiques s'en prenant à leurs maîtres (29,35 %) et les trois premiers s'attaquant à leurs homologues de même état (31,5). Le constat d'une maltraitance en perte de vitesse entre première et troisième décennie s'accompagne de celui d'une évolution sémantique certaine. De 1761 à 1780, seuls 11 des 130 actes qui évoquent la maltraitance recèlent l'adverbe « grièvement » ou tout autre terme marquant le caractère excessif de la correction infligée (8,5 %). Ils sont 35 lors des dix années suivantes (24,65 %). Une telle croissance peut n'être qu'une conséquence de l'attention accrue portée par les rédacteurs d'actes au détail circonstanciel d'une arrestation, mais il ne convient pas d'exclure l'éventualité d'une radicalisation des comportements violents. Cette maltraitance des corps se double parfois de celle des biens matériels du maltraité.

Les incarcérations uniquement ou principalement motivées par un constat de dégradation matérielle sont rares (0,5 %) et tendent à disparaître sur la période considérée (1, 0,7 et 0,3 %). L'une d'elles touche Jacques Marchandeau, découvert en haut du Bignon-Lestard, paroisse Saint-Nicolas, « a jetter des pierres & de la boüe dans les vitres & portes¹⁰³ ». L'attitude de ce marin rend bien compte du type de détériorations généralement observées. Les 68 actes d'écrou évoquant une quelconque forme de dégradation (2,4 %) révèlent 75 initiatives identifiables. Près de deux tiers d'entre elles, soit 46, ont la propriété immobilière pour cible (61,3 %). Un peu plus d'un quart vise toute une panoplie d'objets (21,3 %), quand les 13 dernières se concentrent sur le vêtement de l'individu malmené (17,3). Dans la plupart des cas, la conduite tenue lèse pécuniairement la victime et, en cela, s'apparente à un vol.

Vol, trafic et population à risque

La mission d'une police citadine d'Ancien Régime, portée par la figure d'un commissaire assisté de quelques archers de ville, est le maintien de l'ordre urbain. Ainsi que mis en avant jusqu'ici, l'ordre, c'est essentiellement le calme, l'apaisement des humeurs, mais celui-ci n'est pas tout. La notion d'ordre renvoie par ailleurs à une quête de transparence, nécessaire

102. Si ce n'est pas le cas pour la maltraitance, l'autorité municipale ou policière est en revanche la première visée par le coup porté, dont le pourcentage ne varie pour ainsi dire pas d'une décennie aux deux autres (1,6, 1,9 et 1,9). En effet, 16 des 74 actes mentionnant un coup assené motivant ou non la saisie au corps pratiquée renvoient à une telle configuration (21,6 %). La plupart des autres, soit 52 sur 58, ne paraissent pas liés à la famille, pas davantage qu'aux querelles d'ouvriers de même métier ou qu'à celle du maître avec son employé ou serviteur.

103. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 32. Registre d'écrou de la police municipale, 28 janvier 1781.

à l'établissement et au maintien d'une société policée. Une telle ambition demande de se préoccuper des actes empêchant cette réalisation, de même que de s'intéresser au sort des populations les plus susceptibles de commettre ces derniers.

Une économie de la survie

L'attention portée par les forces de l'ordre aux trafics en tout genre fait de ces derniers la première cause principale d'interpellation sur 11 (26 %). Un examen attentif des registres de l'écrou policier entre 1761 et 1790 permet la révélation de 14 délits ou infractions distinct(e)s s'y rapportant. La plupart d'entre eux ou elles représentent chacun(e) moins d'un pour cent du total des opérations de police menées et motivées par les rédacteurs d'actes¹⁰⁴. Ensemble et en compagnie des cas de transactions illicites (43) et de jeux (99), ils constituent à peine plus d'un tiers des 726 cas enregistrés (34 %). Les près de deux tiers restants ont tous trait au vol (479). Au fil des décennies, la part prise par ce délit dans la totalité des trafics réprimés va se développant, évoluant de 56,6 vers 61,2 % entre 1761-1770 et 1771-1780, pour finir par atteindre 69,3 % sur la période 1781-1790. Cette croissance, bien que sensible, dévoile en réalité assez mal l'importance prise par le vol et sa répression au cours de la dernière décennie envisagée.

À eux seuls, entre 1761 et 1770, les vols sont à l'origine de 12,2 % des actes d'écrou rédigés et motivés (60 cas). Lors des dix années suivantes, avec 10,9 %, une stabilisation à la baisse se constate (82). Entre 1781 et 1790, le vol représente enfin 21,6 % de l'activité des diverses composantes de l'autorité policière (337)¹⁰⁵. Il devance alors de très loin la maltraitance (7,4 %), le tapage (5,9), l'insulte (5,2), le défaut de papiers (3,6) ou encore le jeu (3,5). Une analyse plus fine de la situation permet par ailleurs d'observer une nette césure de part et d'autre de la lacune archivistique des années 1785-1786. Auparavant celle-ci, le vol apparaît comme principal motif de mise en détention dans 14,35 à 16,7 % des actes rédigés entre 1781 et 1784, pour une moyenne de 15,7 %. Celle relative aux quatre dernières années de la décennie atteint 25,5 %, 1788 affichant pour sa part un plus haut à 34,9 % et les trois autres se contentant d'une fourchette comprise entre 23,4 et 24,7 %. La proportion inédite de vols attachée à l'année pré-révolutionnaire semble riche de sens quant aux difficultés que traverse une partie de la population du royaume de France à cette période et aux moyens employés pour tenter d'y remédier. Il convient toutefois de garder

104. Il s'agit du délit ou de l'infraction de contrebande (1 cas), de crime d'État (1), de brigandage (2), de distribution interdite (2), de contrefaçon (10), d'escroquerie (11), de recel (11), de conflit financier (13), de transport illicite de biens matériels (15), de filouterie (16) et de mensonge (23).

105. Pour l'ensemble des trafics sujets à poursuites, les proportions sont de 21,5 (106 cas), 17,9 (134) et 31,1 % (486).

mesure, car le pic enregistré intervient au cours d'une année par ailleurs peu génératrice d'écras¹⁰⁶.

Les 479 actes rédigés pour vol concernent 676 individus. Parmi eux sont 551 hommes (81,5 %) et 117 femmes (17,3), soit, pour ces dernières, davantage que leur proportion dans l'ensemble de la population passée par les geôles du Bouffay (14,9)¹⁰⁷. Exclusion faite des femmes spécifiquement interpellées pour prostitution, soit 262, le pourcentage s'établit désormais à 11,4. Le vol apparaît ainsi comme une activité où la gent féminine s'illustre particulièrement, bien que toujours de manière très minoritaire. La présence d'enfants l'est encore plus. Seuls huit d'entre eux émergent des registres par ce biais (1,2 %), tel ce « jeune enfant nommé Julien Bras soupçonné d'avoir volé un cheval, avec son équipage, dans l'écurie du sieur Bourlier, lequel [...] nous avons trouvés le soir de ce jour environ neuf heures et demie, monté sur le dit cheval qui a été reconnu par ledit sieur Bourlier¹⁰⁸ ». Comme le laisse supposer cette affaire, tout ou presque peut être volé.

Les trois registres conservés de l'écras policier nantais recèlent les mentions précises de quelque 471 objets ou groupes d'objets subtilisés à autrui. Ceux-ci correspondent à 165 biens matériels différents, pouvant eux-mêmes se répartir en 11 catégories. Avec 86 éléments sur 471, la plus importante réunit des vêtements (18,3 %). Le linge et ses 71 pièces arrivent en deuxième position (15,1 %), devançant un second duo composé de l'argent monnayé (13,2) et des bijoux (10,2). Ce n'est qu'à sa suite que les aliments apparaissent au nombre de 41 (8,7 %). Le pain n'y prend qu'une place réduite (4 cas). Par son arrestation « pour avoir volé un pin lon deunne livre dant la balle du boulangé avis la bourse¹⁰⁹ », un portefaix se disant de Paimbœuf est l'un des rares écrasés à se conformer à une image d'Épinal tendant fortement à se briser. C'est tout juste si l'année révolutionnaire offre une situation en faisant office. Le 9 janvier, le tonnelier René Durand finit la journée en prison, accusé qu'il est « d'estre entré le soir en complicité de quantité d'autres particuliers dans la boutique du nommé subilau maître boulanger demeurant au quartier de l'entrepôt chez lequel

106. Si, à court terme, la recrudescence des vols peut s'expliquer par une conjoncture négative, à un niveau décennal voire séculaire, le constat d'une telle croissance ne doit pas nécessairement s'analyser par le biais d'une stricte augmentation des actes commis. Robert Muchembled écrit ainsi que « le vol devient partout la préoccupation principale [au XVIII^e siècle], notamment à Paris. [...] La culture juvénile masculine urbaine passe du meurtre, de moins en moins toléré par la société, au vol. Jusque-là mollement réprimé, souvent considéré comme une affaire privée par la police, à Bordeaux ou ailleurs, ce dernier n'offre pas seulement des moyens d'existence aux moins nantis » (*Une histoire de la violence...*, op. cit., p. 336-337).

107. Le calcul est réalisé sur une base de 6617 écrasés, car 12 n'ont pu faire l'objet d'une identification à ce niveau.

108. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 62. Registre d'écras de la police municipale, 1^{er} juin 1783.

109. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 96. Registre d'écras de la police municipale, 21 février 1774.

ils ont fracturé extérieurement ses croisées et emporté par violence environ une fournée de pain¹¹⁰ ». Après la nourriture, les biens paraissant les plus régulièrement dérobés sont les matières premières (7,4 %), puis les ustensiles de cuisine (6,8), les animaux (6,2), le tissu (3,4) et, finalement, les outils (3)¹¹¹.

D'un point de vue davantage circonscrit, il n'existe qu'une poignée d'objets pouvant réellement prétendre aiguïser l'appétit des voleurs, hormis bien sûr l'argent monnayé. Il s'agit du chapeau (11 cas), de la chemise (15), du drap (15), du cheval (19), de la montre (24) et du mouchoir (34). Trois d'entre eux nécessitent l'habileté particulière du pickpocket, quand les trois autres demandent de s'introduire subrepticement dans la demeure d'un particulier, plus précisément un jardin, une dépendance, voire un champ, en tout cas un espace aisément pénétrable par le malfaiteur. Ayant peu ou prou autant de chances de passer quelques jours en prison¹¹² que de se voir transféré sur le livre criminel¹¹³, ce dernier peut être un compagnon ou garçon de métier (11,9 %), un marin (10,8), un portefaix (9,8) ou encore une prostituée (7,7), mais il revêt plus couramment les oripeaux du vagabond (23,7)¹¹⁴.

Des populations étroitement surveillées

La sixième cause principale d'interpellation sur 11 (6,9 %) concerne des individus perçus par les autorités comme fortement nuisibles au bon ordre urbain, et ce davantage à cause de ce qu'ils sont qu'en fonction de leurs actes. Cette accusation de marginalité évolue peu d'une décennie aux deux autres, passant de 6,1 à 6,7 % entre 1761-1770 et 1771-1780, pour finalement atteindre, avec 7,3 %, un maximum sur les années 1781-1790. Elle se caractérise par des placements en détention pour défaut de papiers (86 cas), établissement nocturne prohibé (43), mendicité (34) et vagabondage (31). À eux seuls, les 199 vagabonds ou travailleurs vagabonds de notre corpus composent logiquement la totalité de l'effectif des incarcérés pour vagabondage (60 cas), mais aussi au moins 2,8 % de celui pour mendicité (1), 95,6 % pour établissement nocturne prohibé (43) et 19,7 % pour défaut de papiers (27). Parmi les 68 autres vagabonds interpellés, 46 le sont pour vol et neuf pour jeu.

110. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 27. Registre d'écrou de la police municipale, 9 janvier 1789.

111. La onzième catégorie, celle des inclassables, agrège 37 biens ou groupes de biens (7,9 %).

112. Sur 676 individus concernés par un écrou pour vol, 348 restent une moyenne de 11 jours derrière les barreaux, mais 8 en omettant de considérer trois cas d'enfermement exceptionnel de 290, 328 et 484 jours.

113. Si quatre transferts évoquent la maison de force (2), l'amirauté ou la prison, 306 font référence au « livre rouge » (45,3 %).

114. Seul l'état de 194 des 676 incarcérés pour vol nous est connu (28,7 %).

Le vagabond est un personnage auquel les rédacteurs d'actes d'écrou accolent toute une série d'épithètes. Il apparaît ainsi « sans aveu » (32 sur 199), « errant » (24), « sans domicile », « asile » ou « gîte » connu, élu ou fixe (16), « sans état » ou « profession » (11), « voleur de profession » (4) ou encore « repris de justice » (28). Décelée une première fois en 1776, la dernière expression ne s'emploie par la suite qu'à partir de 1787. Le 13 février 1788, « un particulier se disant nommer jean locare desja repris de justice » intègre les prisons du Bouffay « comme errant et vagabon n'ayant aucun passeport ni etat¹¹⁵ ». Ainsi que l'illustre le cas de cet homme, le défaut de papiers s'apparente le plus souvent à celui de passeport¹¹⁶. L'impossibilité à le présenter concerne alors aussi bien le mulâtre ou le cocher sans place que le marchand, le garçon de métier ou le marin, mais, s'il ne se voit pas qualifié de vagabond, l'interpellé pour une telle raison s'identifie généralement assez mal. Antoine Chastel est constitué prisonnier le 8 février 1781, « faute de passeport convenable pour prouver son vrai non n'y l'endroit d'où il est originaire & soupçonné d'être du nombre d'une quantité de filloux qui resident depuis longtems dans cette ville¹¹⁷ ». Le contrôle de marginaux par définition très mobiles ne se réalise pas aisément. Les plus faciles à atteindre sont encore ceux surpris à mendier au coin d'une rue ou à dormir sur l'espace public.

Un certain Pierre Perdrigou est arrêté le 2 avril 1768 pour avoir été « trouvé ce jour à dix heures trois quarts du soir, demandant l'aumône sur le pont de s[ain]t nicolas, sans permission de M[essieurs] les magistrats¹¹⁸ ». L'événement prend place au cœur d'une décennie où 4,1 % des actes d'écrou rédigés le sont pour mendicité. Lors des deux suivantes, cette cause d'interpellation manque de disparaître (0,7 et 0,6 %). Cela provient moins d'une diversification des raisons de mise sous écrou du mendiant que de sa disparition progressive des registres policiers. Entre 1761 et 1790, 63 incarcérés y apparaissent avec la qualification exclusive ou partielle de « mendiant », soit 33 lors de la première décennie (3,7 % des 889 individus identifiés), 12 au cours de la suivante (0,7) et 18 sur la période 1781-1790 (0,65)¹¹⁹. Le mendiant n'est jamais associé, de près ou de loin, à une quelconque accusation d'établissement nocturne prohibé, cela, au contraire du vagabond, puisque, sur 99 accusés, 43 des 75 identifiés par leur état ou leur

115. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8758, f° 16. Registre d'écrou de la police municipale, 13 février 1788.

116. Dans *Une histoire de l'identité*, Vincent Denis s'attache notamment à préciser le rôle naissant, puis essentiel des papiers en général et du passeport en particulier dans l'œuvre étatique de contrôle et d'encadrement des populations mobiles au XVIII^e siècle (*Une histoire de l'identité : France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008, p. 19-43 et 212-233).

117. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8757, f° 32. Registre d'écrou de la police municipale, 8 février 1781.

118. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 41. Registre d'écrou de la police municipale, 2 avril 1768.

119. Parmi les 33, 28 paraissent interpellés pour le seul fait d'être mendiants (84,85 %). Pour les deux autres décennies, ils sont respectivement six et 10 dans ce cas (50 et 55,6 %).

statut sont désignés comme errants (57,3 %). Le fait n'a rien d'étonnant, car un mendiant le jour n'est guère plus que simple vagabond la nuit lorsqu'il est découvert endormi, tels ces « deux particuliers trouve coucher lun dans les latrines de la place du port aux vins et lautre sur le mur du parappé et ce a une heure indu¹²⁰ ». Décrétés insolvable à l'égard de l'ensemble des individus interpellés pour une infraction similaire, les deux hommes ressortent libres de prison après quatre jours d'enfermement.

Les trois registres de l'écrou policier nantais tenus entre 1761 et 1790 consignent l'activité des forces du maintien de l'ordre urbain en matière délictueuse et infractionnelle. Ils recèlent aussi une partie des cas criminels quand ceux-ci n'en sont encore qu'à l'état d'actes soupçonnés. Par son contenu partiellement quantitatif, la source dévoile donc le premier stade perceptible des conflits, humeurs et tensions au cœur de la vie quotidienne des plus humbles populations d'une grande cité portuaire de la fin de l'Ancien Régime. S'il convient certes d'y ajouter les écroués au civil et certains de ceux au criminel, le nombre annuel d'incarcérations provisoires ne dénote pas une société en proie à une violence ou, à tout le moins, un désordre endémique¹²¹. Exception faite toutefois des deux apparentes incongruités statistiques portées par les années 1788 et 1790, l'évolution observée montre une croissance certaine, mais relativement régulière et somme toute assez mesurée.

Parce que nombre de situations conflictuelles se règlent ou s'apaisent très probablement sans qu'il soit utile de les sanctionner par une mise sous écrou et parce que l'état des forces policières d'intervention ne permet pas à celles-ci d'intervenir aussi efficacement qu'il conviendrait sans doute de le faire, l'image de la société nantaise que renvoient les registres compulsés demeure inévitablement imparfaite. Elle apparaît cependant assez précise pour dévoiler entre autres la multiplication des attaques contre les biens, particulièrement celle des vols, sur la réalité de laquelle il ne faut pas négliger l'impact de nouvelles pratiques policières propres à confondre les malfaiteurs, comme le recours à des « mouches » et le développement d'un réel travail d'investigation. À l'inverse, la violence, autant physique que verbale, tend globalement à diminuer d'un bout à l'autre des trois décennies envisagées¹²². Elle est portée par les relations parfois houleuses qu'entretiennent

120. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8756, f° 98. Registre d'écrou de la police municipale, 26 juin 1774. Outre des vagabonds, les actes d'écrou évoquent quelques prostituées (12) et autres portefaix (6), manœuvres (5) ou perruquiers (4).

121. Traitant de l'« exemple bourguignon », Benoît Garnot relève pour sa part qu'« on est bien loin d'un monde déchiré en permanence par les bagarres et les règlements de comptes, exercés par des individus frustes et impulsifs. En réalité, la violence est l'exception, et ses lieux privilégiés ne la connaissent qu'épisodiquement » (« La violence et ses limites dans la France du XVIII^e siècle : l'exemple bourguignon », *Revue historique*, n° 606, 1998, p. 237-253).

122. Dans un contexte européen et particulièrement londonien, Robert Muchembled pointe de même cette réalité de l'apaisement progressif des comportements sociaux

les différents acteurs du monde du travail artisanal, surtout celui soumis au régime des jurandes. Les conflits qui y naissent et les débordements qu'occasionnent la collision d'intérêts divergents et les luttes de territoire traversent la période avec une notable constance, à la réserve près des soubresauts consécutifs au démantèlement tout provisoire du système corporatif au milieu des années 1770.

Selon qu'il est rédigé par tel ou tel individu et à telle ou telle période, l'acte d'écrou policier se fait plus ou moins disert. C'est ainsi qu'il autorise prioritairement une analyse d'ordre quantitatif et statistique. Le nombre et la diversité des situations utilisées en illustration de notre propos montrent aisément que les trois registres étudiés possèdent également un indéniable intérêt qualitatif restant encore à exploiter. Celui-ci concerne en particulier le cadre laborieux et plus précisément les ressorts des combats qui s'y jouent, mais a aussi trait à la diversité et complexité des rapports qu'entretiennent entre eux des individus de toutes sortes, que les scripteurs omettent régulièrement d'identifier avec un tant soit peu de précision. En cela, la source du registre de l'écrou policier se positionne en tant que complément des procès-verbaux d'intervention et des actes de procédure judiciaire, tels que les dépositions.

en milieu urbain (*Une Histoire de la violence...*, *op. cit.*, p. 338-344). De son côté, Michel Nassiet fait de cette évolution un axe majeur de son ouvrage intitulé *La Violence, une histoire sociale : France, XVI^e-XVIII^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2011, p. 289-352.

RÉSUMÉ

Cet article s'attache à dévoiler les diverses formes de conflits et de tensions traversant le quotidien de la rue nantaise des trois dernières décennies de l'Ancien Régime et des premiers mois révolutionnaires. La source utilisée est celle du registre de l'écrou policier qui rend compte des arrestations pour faits délictueux ou infractionnels. Les 6 629 individus interpellés au cours de 3 633 opérations de police menées entre 1761 et 1790 ne dénotent pas une société marquée par un désordre endémique. Parmi 73 motifs identifiés de mise en détention, quelques-uns renvoient aux principales caractéristiques du monde urbain de la fin de l'époque moderne. L'importance croissante des vols en est une, de même qu'une violence physique et verbale tendant à diminuer, la stabilité globale des rapports houleux mettant aux prises les divers acteurs du monde du travail artisanal, ainsi que l'attention portée par les autorités aux populations marginales que constituent prostituées et vagabonds.

ABSTRACT

This article aims at presenting the different forms of conflict and social tensions occurring in everyday life in the streets of the city of Nantes during the last three decades of the Ancien Régime and the first months of the French Revolution. The sources of this research come from the prison registers, which recorded the police arrests for criminal breaches of the peace. The 6629 individuals jailed as a result of the 3633 police operations conducted between the years 1761 and 1790 do not reflect a society marked by an endemic social disorder. Among the 73 identified grounds for remand in custody, some take us back to the main characteristics of urban life at the end of the Early Modern Period. The growing development of thievery is one of them, as are the lessening of verbal and physical violence, the overall stability of the turbulent relationships affecting the several components of the world of craftsmen and labourers, and, lastly, the attention focussed by the authorities on the people living on the fringe of society, prostitutes and tramps.